



Éditorial

Penser autrement

Tout est dit. C'est le sentiment que l'on ressent à la lecture de ce texte de Chico Whitaker, dont la version originale, plus longue, aborde également les problèmes politiques et institutionnels du Brésil de « l'après Lula ». Tout est dit parce que l'auteur, infatigable lutteur, prend les réalités à bras-le-corps. Il n'appelle pas à les nier. Il n'exhorte pas à déboulonner les responsables en place. Sa logique est celle d'une résistance loyale, démocratique, intellectuelle. Laquelle impose de penser autrement.

Nous avons publié, dans notre dernier numéro, une série de témoignages et notre appel à « un nouvel élan » pour le réseau international animé par le Centre Le Bret-Ir Fed. Nous ne pouvions donc pas, un mois après, rêver meilleure continuation. Ce qu'écrit Chico Whitaker à propos du Brésil pourrait presque devenir notre charte. Car la rupture suppose d'oser, de réfléchir à des alternatives et de les défendre mordicus. Elle exige, pourrait-on ajouter, d'être aussi réaliste, lorsque certaines de ces propositions nouvelles font long-feu ou mènent à des impasses.

Nous serons, en février prochain, au Forum social mondial de Dakar. C'est là, entre autres, au Sénégal, que Louis-Joseph Le Bret plancha, comme il le fit ensuite au Brésil, sur un autre modèle de développement. Relisons d'ici-là ses écrits. Poursuivons le débat ouvert brillamment par Chico Whitaker. L'année 2011, que nous vous souhaitons excellente, doit, à nous aussi, nous permettre de rêver...

Richard Werly
publications@lebret-irfed.org

Rêver à un autre Brésil, à un autre monde

par Chico Whitaker*

Il fallait le courage et la lucidité de Chico Whitaker pour se démarquer des louanges actuelles entendues sur la réussite du Brésil, nouvelle grande puissance. Oui, la fierté d'être brésilien est intacte. Oui, Lula aura marqué son pays. Mais tout cela ne doit pas taire les inégalités et les dérives. Et, surtout pas, faire du capitalisme débridé l'unique horizon de ce nouveau géant.

Deux immenses obstacles bloquent notre histoire, bien au delà du seul problème de « croissance » de notre économie. Ils constituent les principaux facteurs qui empêchent de solder la perverse dette sociale, accumulée au Brésil au cours des siècles, menant aux scandaleuses inégalités qui, aujourd'hui, caractérisent notre pays, l'un des leaders mondiaux dans ce championnat macabre. Je sais d'ores et déjà que le prochain gouvernement, à lui seul, ne viendra pas à bout de ces obstacles. Il faudra sommer l'action de toute une génération, et peut-être même au-delà. Voilà pourquoi j'ai titré ce texte : « Si vous me permettez de rêver un peu »...

Le premier de ces obstacles est la façon dont le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif s'articulent au Brésil. Il s'agit d'un problème institutionnel.

Le second est - ni plus, ni moins, pardonnez mon audace - le système économique capitaliste dans lequel nous sommes insérés. Je prie les lecteurs d'excuser l'impudence d'une telle affirmation... Pourtant, il est dramatique de voir l'absence de débat sur ce sujet au Brésil, sauf au sein des cercles intellectuels ou militants qui continuent de discuter des leçons des vieux théoriciens critiques du capitalisme. Ou de la part de quelques rares hommes politiques qui n'ont pas peur de devenir ou de rester inéligibles. Tout se passe comme si nous, Brésiliens, étions définitivement condamnés à vivre avec

ce système économique et avec les régimes politiques qui l'entretiennent. L'ancienne Première ministre Margaret Thatcher serait très satisfaite de voir qu'au Brésil, nous sommes définitivement convaincus de la justesse de son slogan de campagne, TINA (*There Is No Alternative*, « Il n'y a pas d'alternative »), manière de dire que tout doit et peut être résolu par les mécanismes de marché. En clair, moins il y a de régulation par l'État, mieux c'est.

Les infrastructures plutôt que les hommes

Les « équipes économiques » de nos gouvernements successifs raisonnent dans un cadre totalement intégré au régime capitaliste, naturellement, sans l'ombre d'une hésitation. Comme si elles se disaient : la réalité est ainsi, faisons donc du mieux que nous pouvons dans ce cadre...

L'objectif est la croissance économique, que l'on appelle développement pour faire passer la pilule. Les plus lucides ajoutent : oui, mais il faut distribuer les richesses. Ceux que l'on appelle « développementistes » ne pensent qu'aux infrastructures nécessaires. Ils laissent de côté les thèses, qu'ils considèrent comme ingénues même si elles sont portées par certains documents de l'Église catholique, fixant comme objectif à atteindre celui du « développement de tout l'homme et de tous les hommes »¹.

*Chico Whitaker, né en 1931 au Brésil, architecte de formation, est l'un des organisateurs du Forum social mondial, militant altermondialiste brésilien au Parti des travailleurs et ancien secrétaire exécutif de la Commission brésilienne Justice et paix. Il est récipiendaire du prix Nobel alternatif en 2006.

C'est pour cela que l'on ne peut attendre autre chose des « commentateurs économiques » de nos journaux, radios et chaînes de télévision, qui parlent tous les jours de ce qui se passe dans le « monde de l'économie ». Alors qu'ils nous « lavent le cerveau », pas l'ombre d'un doute ne traverse le leur sur la validité de ce système. Et quand tout semble aller au mieux, comme c'est le cas en cette fin du mandat de Lula, ils arrivent même à faire oublier à une grande partie de la population les inégalités sociales... tant qu'ils ne trébuchent pas cependant sur un SDF ou ne sont pas atteints par la violence urbaine. Mieux : nous finissons tous par sentir une pointe d'orgueil « patriotique » quand les uns et les autres nous disent que le Brésil est enfin en train de « décoller » vers le Premier-monde, d'émerger comme nouvelle grande puissance, de passer de la huitième à la septième place de l'économie mondiale. Et peut-être même ressentons-nous une certaine satisfaction, certes légèrement honteuse, quand on nous annonce que plusieurs Brésiliens sont dans le classement des personnes les plus riches de la planète.

Ainsi, nos radios se doivent de nous maintenir informés, plusieurs fois par jour, de l'évolution de la bourse, ici et sur toutes les places financières du monde, car toutes les études montrent, à la joie de tous, qu'augmentent le nombre d'investisseurs brésiliens – grands et petits – qui cherchent à gagner de l'argent sur ces places financières. Tout comme croît le nombre de nos entreprises qui y captent des ressources pour leur expansion. Nos grandes firmes appuient avidement chaque vaste projet d'infrastructure lancé par le gouvernement, quel que soit son impact sur l'environnement, et elles s'irritent lorsque les indiens et les écologistes se mettent en travers de leur route, tentant de bloquer leurs tracteurs et leurs camions partis à la conquête des énormes bénéfices escomptés. Pire : celles qui se transforment en multinationales agissent à l'étranger avec la même violence destructrice, y compris envers les communautés humaines, que les compagnies capitalistes des anciennes puissances coloniales et que les grandes entreprises des pays les plus puissants. Partout, la posture à adopter est celle de la « compétitivité », condition fondamentale pour que vainque celui qui a « l'esprit d'entreprise » – à la maison, à l'école, au travail, dans le sport, pour le développement de

Une mondialisation capitaliste, vorace, asservissante et unificatrice s'est installée

l'entreprise, et même dans les loisirs. Il est évident que si nous voulons dépasser ce système économique, les obstacles qu'il nous faudra surmonter sont mondiaux. Il faudra bien plus que quelques ajustements, à la mode brésilienne, comme s'il s'agissait d'un petit monstre domesticable.

Face au rouleau compresseur capitaliste

Nous sommes face à un terrible géant qui domine aujourd'hui presque toute la Terre et qui joue avec le monde comme si c'était une balle entre ses mains. Né il y a plus de 500 ans, il s'est développé, sans théorie préétablie, la pratique définissant au fur et à mesure ses orientations. Après avoir déchiré le Rideau de fer en Europe, sa logique a même réussi à abattre tranquillement la Muraille de Chine. Sa musculature s'est fortifiée dans une

lutte continue pour s'affirmer, il a fomenté des guerres, affronté des terroristes, destitué et assassiné des leaders politiques, dans n'importe quel pays pour peu qu'il ose remettre en question son pouvoir. Il a mobilisé un nombre incalculable d'intelligences humaines, dans les meilleurs centres universitaires, pour étudier ses crises et trouver les moyens de les surmonter sans qu'il perde sa force, ce qui lui a assuré une énorme capacité de résistance et d'adaptation, incorporant même dans son langage les principes et les concepts de ceux qui le combattaient. Actuellement, la principale

difficulté pour vaincre le système capitaliste n'est pas l'extrême disproportion entre la force militaire des pays qui le défendent et celle de ceux qui contestent sa domination ; la difficulté provient des deux « armes de cooptation massive » que le système a utilisées pour établir sa domination et utilise encore pour la consolider.

Consommation et propagande

La première de ces armes fut construite, paradoxalement, à partir de l'une de ses plus grandes faiblesses : son addiction à la consommation. La deuxième s'est appuyée sur la propagande (qui est, rappelons-le, l'une des principales méthodes utilisées par les tristes régimes fascistes pour s'imposer). La combinaison de ces deux armes fait que le principal instrument de domination du système capitaliste n'est pas la conquête et l'occupation de territoires mais bien la profonde pénétration de sa logique et de ses valeurs dans les têtes et les cœurs des êtres humains. Bien sûr, son principal défenseur installe, « au cas où », de nombreuses bases militaires partout dans le monde, mais le réel contrôle des zones dominées provient de l'usage combiné de ces deux armes de cooptation massive.

Et au Brésil ? Que dire de l'utilisation, chez nous, des armes du consumérisme et de la propagande ? La peur du communisme s'est facilement associée à la peur du simple socialisme - même lorsque l'on y adjoint l'adjectif « démocratique » comme le faisait le Parti des travailleurs² à ses débuts, pour ne pas ternir son message des

Pour une économie des besoins

L.-J. Lebreton et G. Celestin

Dans le n°84 de la revue « Économie et Humanisme », en 1954, L.-J. Lebreton et G. Celestin explicitaient leur conception de l'économie des besoins. Extraits.

Une économie ordonnée des besoins, où une masse de biens aussi étendue que possible serait répartie suivant l'ordre d'urgence des besoins de tous et non selon la hiérarchie des capacités de paiement, doit se modeler sur le besoin qu'elle a précisément pour objet de satisfaire. [...] La loi de l'offre et de la demande ne serait définitivement acceptable que si la demande reflétait fidèlement le besoin. En fait, la demande ne correspond qu'aux besoins solvables et non aux besoins réels, répondant à la formule « à chacun selon ses moyens ». Par là, elle se trouve en deçà des exigences de l'humanité, à son point actuel de conscience et d'aspirations. Force est donc de rechercher comment l'économie pourrait se modeler sur les besoins ; **besoins de subsistance**, ou essentiels, dont la satisfaction conditionne la vie des personnes et la création des biens répondant aux autres catégories de besoins ; **besoins de confort**, dont la satisfaction contribue à rendre l'existence humaine plus agréable, mais dont la surestimation peut conduire à la recherche désordonnée du luxe ou de la facilité ; **besoins de dépassement**, correspondant aux valeurs supérieures de la civilisation. Ainsi s'impose une double hiérarchie des besoins dans l'ordre pratique des priorités d'urgence (*primum vivere*) et dans l'ordre moral de l'échelle des valeurs (vivre de plus en plus humainement). L'économie humaine pose nécessairement le problème éthique de la fin et des valeurs et le problème pratique des moyens et des techniques ; elle pose aussi, à l'échelon collectif, le problème culturel et politique à la fois de l'arbitrage entre les besoins et entre les moyens de les satisfaire.

Article complet disponible sur www.lebreton-irfed.org/spip.php?article488

Participation au Forum social mondial

Le FSM a été lancé en 2001 à Porto Alegre (Brésil), à l'initiative entre autres de Chico Whitaker. Le Centre Lebret-Irfed a organisé un atelier en 2004 à Mumbai sur les « Indicateurs spirituels de développement ». Plusieurs membres du Réseau international Lebret participent régulièrement aux différentes éditions. Pour celle de 2011, à Dakar du 6 au 11 février, nous co-organisons, avec ENDA (Environnement et Développement du Tiers Monde) et d'autres organisations africaines, deux ateliers : « **Gouvernance et citoyenneté active** » et « **Éthique, religion et changement social** ». Ce sera aussi l'occasion de redémarrer une dynamique régionale en Afrique autour de l'adhésion à la plate-forme du Réseau pour un développement humain et solidaire.

Envoyez-nous questions et suggestions à : debat.FSM.2011@lebret-irfed.org

erreurs commises par les soviétiques. Grâce à cinquante ans de propagande, communistes et socialistes sont, aujourd'hui encore, vus comme des êtres féroces qui tuent et dévorent les enfants.

En ce qui concerne le consumérisme – essentiel à la croissance économique capitaliste – nous sommes totalement infectés. La publicité, faisant un usage sans limite des moyens modernes de communication de masse, a rendu notre classe moyenne consumériste jusqu'à l'âme, à l'instar de ses homologues du monde entier. Elle est plus qu'heureuse avec ces centres commerciaux, agréables, sécurisés, esthétiques – parfois même majestueux – qui se multiplient dans tout le Brésil.

Le changement, cet ennemi

Se pose donc la question suivante : si c'est là le contexte dans lequel nous vivons, pourquoi le changer ? On ne change pas une équipe qui gagne, comme aiment à dire nos innombrables commentateurs de football. La mauvaise image des socialistes et assimilés ne fait tort qu'à eux-mêmes. Peut-être même permet-elle aux partis qui veulent assurer notre « progrès dans l'ordre »³ de gagner les élections. Et si nous voulons et pouvons consommer toujours plus, très bien ! Pourquoi donc vouloir dépasser le capitalisme ? Même les plus « opprimés » de notre pays ne comprendront pas le sens et la nécessité de cette proposition.

Ne serait-il pas possible de continuer sur le chemin que nous suivons, en corrigeant l'un ou l'autre excès, en empruntant l'un ou l'autre raccourci, en réajustant notre conduite si elle venait à être un peu déséquilibrée ? Les réformes n'existent-elles pas pour

changer ce qui doit être changé, en évitant d'exagérer et de perdre le nord ? Les entrepreneurs – agents par excellence de l'expansion capitaliste – ne sont-ils pas en train de créer les exigences pour que leurs semblables ne soient poussés à l'irresponsabilité sociale ? La plupart d'entre eux voient dans ces nouvelles exigences la possibilité d'améliorer leur image – personne ne veut avoir l'air d'un sauvage – pour pouvoir vendre plus. Mais l'augmentation de la consommation n'est-elle pas dans l'intérêt de tous ?

Lutter demeure indispensable

Nous disposons maintenant d'un nouveau concept, celui de durabilité, créé quand on a commencé à dire que les ressources de la Terre-Mère sont limitées et que la production et la consommation effrénées de biens et d'énergie, stimulées par le capitalisme, pourraient mener à l'épuisement de la planète. Ensuite, on a envisagé une hypothèse plus affligeante encore : nous courons à la destruction de la planète Terre si nous continuons sur cette lancée et si de plus en plus de pays et de peuples veulent atteindre les standards de vie des plus riches. Les entrepreneurs et les gouvernements qui les appuient et sur lesquels ils s'appuient, se sont alors approprié ce nouveau concept, pour modifier les politiques publiques et privées afin d'éviter les risques annoncés. La durabilité s'est ainsi transformée en un véritable tour de magie, fournissant la solution à tous nos maux car elle peut être utilisée à toutes les sauces. Si nous avons le remède, bien que pour beaucoup elle ne serve qu'à assurer la bonne continuité des affaires, pourquoi ne pas poursuivre dans cette voie ?

Le problème est qu'il y a encore beaucoup de gens qui n'ont pas renoncé à lutter contre le capitalisme, pour les raisons les plus diverses, y compris religieuses. Mais pourquoi insistent-ils ? Le capitalisme serait-il donc si condamnable et dangereux ?

Peut-être serait-il judicieux de réfléchir calmement à la question. Bien des choses amènent à douter. Mais ce qui me convainc en premier lieu de la nécessité de dépasser le système capitaliste est sa logique intrinsèque, qui s'appuie sur le régime de la propriété privée. Dans cette logique, l'objectif de toute activité économique est de gagner de l'argent – tout le temps et le plus possible – et non de répondre aux besoins des êtres humains. En fait, répondre aux besoins de l'humanité n'est rien de plus qu'un prétexte pour gagner de l'argent. Côté consommateurs, nous ne pouvons

Libre-propos

L'optimisme du coeur

Crises économique, sociale, politique ; montée des nationalismes et des extrêmes droites dans de nombreux pays ; recherche de boucs émissaires, en général les immigrés ; plus d'exclusion, moins de solidarité...

Les années qui viennent n'ont pas de quoi alimenter un grand et joyeux optimisme. Et pourtant, ici et là, de nouvelles expériences se font jour, des mobilisations apparaissent, des luttes s'affirment et surtout des Hommes et des Femmes indiens, hier rejetés, stigmatisés, parviennent enfin à être reconnus comme êtres humains. Des lueurs d'espoir dans un monde de plus en plus gris, un fil conducteur pour continuer à rêver ? Oui, rêvons un peu, renouons avec les utopies mobilisatrices. Et, comme le dirait le poète Valéry, « au pessimisme de la raison, opposons l'optimisme du cœur ».

Mais le chemin qui conduit du rêve à la réalité est escarpé, avec ses hauts et ses bas, ses mobilisations et contre-mobilisations. Ce n'est pas le chemin de la seule Raison, mais aussi celui des rapports de force. Il ne s'agira pas seulement de convaincre sur la nocivité du consumérisme et de s'opposer à la propagande qu'évoque Chico, mais aussi de se préparer à riposter aux contre-attaques des « adorateurs du veau d'or » menacés dans leurs privilèges. Avec tous les risques que cela comporte notamment et surtout celui de ressembler à terme à son adversaire, comme on a pu l'observer avec les expériences dites socialistes dans le passé récent.

Alors ? deux adversaires : eux et ... nous. « Dépasser le capitalisme » n'est décidément pas « un long fleuve tranquille ».

Il faut le savoir et le faire savoir pour résister aux cauchemars que produit un capitalisme en crise et avancer vers une société plus juste, plus solidaire, où les hommes et les femmes ne soient pas aliénés, chosifiés et puissent prendre en main leur destin.

Pierre Salama

*Professeur émérite des universités,
économiste, spécialiste
de l'Amérique latine
pierre.salama@univ-paris13.fr*

accéder, dans ce système, aux biens et services dont nous avons besoin que si nous avons l'argent pour les acheter : la nourriture, l'éducation, l'information, l'eau, la santé, l'habitat, la terre, le transport, les loisirs, etc. Nous en sommes ainsi réduits à devoir, en permanence, lutter pour l'argent. Comme dans la logique capitaliste tout peut se transformer en marchandise

pouvant être vendue pour obtenir cet indispensable argent, beaucoup en profitent pour amasser d'énormes fortunes. Prenons l'exemple de la connaissance et des droits de propriété intellectuelle qui s'y appliquent : des brevets empêchent que des médicaments déjà

connus soient fabriqués ou acheminés à ceux qui n'ont pas les moyens de les acheter. De la même façon, des forêts, qui devraient être préservées pour rétablir les équilibres environnementaux, sont détruites à cause de la valeur commerciale du bois.

Déconstruire les idées reçues

En somme, il me semble évident que pour construire « l'autre monde possible » auquel nous aspirons, le plus grand obstacle qui se présente à nous, Brésiliens comme à tous les autres, est bien la logique qui régit toutes les activités économiques au niveau mondial. Le combat est ardu. Ce n'est pas en clamant « Socialisme ! » à tous vents que nous serons entendus ; encore moins en agitant partout le drapeau de la révolution, qui déclenche un fort sentiment de crainte. Nous avons devant nous un long travail d'information afin de déconstruire les idées reçues, créées par plus de

Ce n'est pas en clamant « Socialisme ! » à tous vents que nous serons entendus

cinquante ans de propagande, et d'inverser les habitudes alimentées par le consumérisme. Nous devons marcher vers un postcapitalisme dont il faut rapidement définir les contours. Quelle surprise d'entendre qu'à certains endroits on parle de plus en plus de décroissance au lieu de viser des objectifs de croissance ! Quel étonnement de voir le pouvoir des consommateurs utilisé efficacement pour bloquer les absurdités du système ! Imaginez-vous que ceux qui dénoncent le consumérisme proposent même d'adopter volontairement des standards de vie plus simples ! Des études montrent que dans les pays les plus riches, un nombre

significatif de personnes adopte déjà des modes de vie différents de ceux de la majorité. Dans ces pays, les problèmes environnementaux mobilisent de plus en plus et ouvrent un espace pour dénoncer la logique capitaliste qui exacerbe la consommation irresponsable et, en conséquence, le gaspillage. D'autres encore essayent de couper les pieds du géant. Ils suivent les chemins ouverts par l'économie solidaire et contestent le statut actuel de l'argent comme centre et objectif final de la vie de chaque personne. Ils inventent de nouveaux types de monnaies pour rétablir les fonctions de base de l'argent, qui doit rester un simple instrument.

Ces véritables combattants sont encore une minorité, évidemment, mais leur nombre ne cesse d'augmenter, à mesure que croît la conscience qu'aucun David n'aura une fronde assez précise pour abattre le géant d'un seul lancer. Une image circule dorénavant, plus

adaptée à ce que nous devons faire. Elle propose de multiplier à l'infini les essaims d'abeilles qui attaquent sans cesse le monstre, de tous côtés⁴.

Peut-on garder espoir ? Dans les pays riches, les besoins de base de la majorité ont été satisfaits et le consumérisme stimulé par le système capitaliste pousse la population vers l'assouvissement individuel et insatiable des besoins de confort : il est plus important « d'avoir » que « d'être ». Nous, Brésiliens, ne devrions pas aspirer à entrer dans le Premier-monde. Nous pourrions très bien rester dans le Tiers-monde, avec nos modes de vie et nos insuffisances, mais en réalisant un saut : de la satisfaction des besoins de base de chacun à celle des besoins transcendants⁵. Plaçons en haut de l'échelle des valeurs la coopération plutôt que la compétition, moteur du système capitaliste qui divise les êtres humains et les rend ennemis les uns des autres.

Si vous me permettez de rêver un peu, je m'assiérais au coin d'une rue et je resterais là, à imaginer le jour où, dans les milieux universitaires et politiques, au sein de nos mouvements et de nos associations, dans nos églises et nos communautés citoyennes, nous pourrions avoir des discussions passionnées autour de ces expériences, de ces nouvelles valeurs et de ces perspectives de vie résolument différentes.

Chico Whitaker

Nous publions ici des extraits de la seconde partie de l'article *Se me permittem sonhar*, disponible dans son intégralité (en portugais) sur le site de Chico Whitaker et sur un blog créé pour recueillir les réactions à ce papier.

www.chicowhitaker.net
senospermittedsonhar.wordpress.com

¹ Encyclique *Populorum Progressio*. Malheureusement, à l'époque, il n'avait pas encore été dévoilé, par l'œuvre et la grâce des mouvements féministes, que l'usage du mot « homme » pour désigner à la fois hommes et femmes contribuait depuis fort longtemps et de manière décisive à la domination d'une moitié de nos sociétés sur l'autre moitié...

² Parti de Lula et de Dilma Rousseff, actuellement au pouvoir au Brésil.

³ Référence à la devise nationale brésilienne « Ordem e Progresso ».

⁴ Image créée par la revue « Turbulences », connue des milieux altermondialistes.

⁵ Voir encadré *Pour une économie des besoins*, L.J. Lebre et G. Celestin.

Développement et civilisations, publication éditée par l'association Développement et Civilisations - Lebre-Irfe
49, rue de la Glacière - 75013 PARIS - 33(0)1.47.07.10.07 - contact@lebre-irfe.org

Développement et civilisations est le nouveau titre de *Foi et développement* publié, depuis 1972, par le Centre Lebre devenu Développement et Civilisations - Lebre-Irfe. Il reprend le titre de la publication éditée par l'Irfe de 1960 à 1973 **Développement et civilisations**. **L'association** Développement et Civilisations - Lebre-Irfe est animée par un réseau d'acteurs de développement solidaire. Avec eux, elle conduit un travail de recherche et de formation. Son budget est assuré par des cotisations, dons, subventions et prestations de service. **Bureau de l'association** : Yves Berthelot (président) - Jean-François Giovannini (vice-président) - Boutros Labaki (vp. Moyen-Orient et monde arabe) - L.A. Samy (vp. Asie) - Jorge Balbis (vp. Amérique latine) - Yves Glorieux (trésorier-administrateur) - Isabelle Duquesne (directrice). **Directeur de la publication** : Yves Berthelot. **Directeur de la rédaction** : Richard Werly. **Conseil de rédaction** : Yves Berthelot, Vincent Berthelot, Karine Besses, Pierre-Henri Chalvidan, Roland Colin, Bernadette Denys, Jacqueline Heinrich, Lucien Heitz, Darwis Khudori, Serge Lafitte, Émile Poulat, Christian Rudel, Pierre Vilain, Hassan Zaoual. **Secrétariat** : Sally Rousset, Morgane Retière publications@lebre-irfe.org

La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de Développement et civilisations. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Abonnement annuel tous pays (10 n°/an) : 38 € - 60 CHF - Le numéro : 4 € - 7 CHF - chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre de Lebre-Irfe

Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)

ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

ISSN 1951-0012 - Imprimerie IGC Communigraphie - St Étienne - 04 77 92 04 80 Imprimé sur papier recyclé